



A U C A M V I L L E

A R R E T E D U M A I R E

P O R T A N T R E G L E M E N T A T I O N P R O V I S O I R E D U S T A T I O N N E M E N T
E T D E L ' O C C U P A T I O N D U D O M A I N E P U B L I C S U R L A R U E D U C A P I T O U L

Le Maire d'Aucamville,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Pénal,

Vu la demande de Madame CENTANNI en date du 14 Septembre 2022,

Considérant que pour permettre un déménagement et afin d'assurer la sécurité des personnes chargées de sa réalisation et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer le stationnement et l'occupation du domaine public selon les dispositions suivantes,

A R R E T E

Article 1 : Deux places de stationnement matérialisées par un barriérage seront neutralisées et l'occupation du domaine public sera autorisée à hauteur du n° 17 rue du Capitoul.
Cette réglementation sera applicable le jeudi 15 septembre 2022 de 08 heures à 20 heures.

Article 2 : L'entreprise autorisée à occuper le domaine public est l'entreprise GABIN 110 Traverse des Caniers ZA de Napollon 13400 AUBAGNE.

Article 3 : La signalisation de chantier sera mise en place, entretenue et déposée sous le contrôle de la Police municipale, par l'entreprise ou la personne chargée des travaux.

Article 4 : La Brigade de Gendarmerie locale, la Police municipale et tous les agents de la force publique sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté. L'affichage de l'arrêté sur la zone de travaux est à la charge de l'entreprise mandatée.

Article 5 : Cet arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le *Tribunal administratif de Toulouse 68 Rue Raymond IV, 31000 Toulouse* ou sur l'application informatique *Télérecours*, accessible par le lien : <http://www.telerecours.fr>, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Aucamville, le 14 Septembre 2022

Le Maire,



Gérard ANDRE

Vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de suppression des données qui vous concernent (article 34 de la « loi informatique et libertés » du 6 janvier 1978. Pour l'exercer contacter la mairie).